

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

2020
Juillet

N° 363

TOME 1 – Partie 2



BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

TOME 1 – Partie 2

SOMMAIRE

DIRECTION DES FINANCES

Service stratégie financière et programmation

Politique : Finances

Garantie d'emprunt pour Actis - Ehpap Flaubert

Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 juillet 2020,
dossier N° 2020 CP07 F 34 92

Politique : Finances

Garantie d'emprunt pour le Centre de Cotagon à Saint Geoire en Valdaine

Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 juillet 2020,
dossier N° 2020 CP07 F 34 93

Politique : Finances

Demande de modification d'une garantie d'emprunt accordée en 2019 pour la résidence Jeanne de Chantal, maison de retraite à Crémieu

Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 juillet 2020,
dossier N° 2020 CP07 F 34 94

Politique : Finances

Demande d'une garantie d'emprunt pour la résidence Jeanne de Chantal, maison de retraite à Crémieu

Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 juillet 2020,
dossier N° 2020 CP07 F 34 95

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Cellule prospective et pilotage

Politique : Ressources humaines

Programme : Effectifs budgétaires

Adaptation des emplois

Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 juillet 2020,
dossier N° 2020 CP07 F 31 84

Service gestion du personnel

Délégation de signature pour la direction territoriale de la Matheysine

Arrêté n° 2020-3132 du 08/07/2020

Délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes

Arrêté n° 2020-2795 du 08/07/2020

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne

Arrêté n° 2020-3695 du 20/07/2020

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise

Arrêté n° 2020-3696 du 20/07/2020

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT

Service collectivités locales et partenariats

Politique : Solidarités territoriales

Programme : Aides aux communes

Adaptation des dispositifs d'aides en investissement du Département aux communes et EPCI
au regard de la crise sanitaire
Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 juillet 2020,
dossier N° 2020 CP07 C 14 58

Politique : Solidarités territoriales

Programme : Aides aux communes

Opération : Plan écoles AP9L

Plan écoles - Plan de relance

Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 juillet 2020,
dossier N° 2020 CP07 C 14 59

**

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :
Finances - accorder les garanties d'emprunt.

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 17-07-2020

Exécutoire le : 17-07-2020

Publication le : 17-07-2020

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 2015SE1B3204 du 2 avril 2015 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère donne délégation à la commission permanente en matière de garanties d'emprunts,

Vu la délibération 2015BPF3405 du 17 décembre 2015 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère précise les modalités d'attribution des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et médico-social,

Vu la demande d'Actis tendant à obtenir la garantie du Département de l'Isère,

Vu le contrat de prêt n°109338, signé le 18 mai 2020 entre Actis OPH et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Vu les conditions générales des prêts,

Vu le rapport du Président N°2020 F 34 92,

Vu l'avis de la Commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Article 1 : la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère accorde sa garantie, à hauteur de 100 %, pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 6 979 669 €, souscrit par Actis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°109338, constitué de deux lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 : la garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale dudit prêt jusqu'au complet remboursement de celui-ci, selon les caractéristiques financières visées au contrat, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : le Département de l'Isère s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges dudit prêt.

Article 4 : la commission permanente autorise le Président du Conseil départemental de l'Isère à signer la convention à intervenir entre l'emprunteur et le Département.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned to the right of the text 'Le Président,' and above the name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier

Annexe 1 : modalités d'attribution des garanties d'emprunts du Département

A) Dans le cadre de nouvelles demandes de garanties d'emprunts :

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil départemental a modifié ses modalités d'octroi des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et a adopté les modalités d'attribution suivantes :

Concernant la production et la réhabilitation de logements sociaux :

- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est supérieure à 20 000 habitants (population municipale), le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts,
- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est inférieure à 20 000 habitants (population municipale), la caution du Département est de 30 %, uniquement pour les Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).

Concernant le logement et l'accueil des populations spécifiques (la réglementation reste inchangée) :

- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) relevant de la compétence du Département, la caution accordée est de 100 %, quel que soit le territoire d'implantation de l'établissement,
- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) ne relevant pas de sa compétence, le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts.

B) Dans le cadre de réaménagements impactant la durée résiduelle de l'emprunt :

Par délibération du 12 avril 2019, le Conseil départemental a modifié ses modalités de réitération de la garantie départementale selon les modalités d'attribution suivantes :

- toute demande de rallongement de la garantie départementale lors d'un réaménagement d'emprunt ne pourra intervenir qu'une seule fois dans la durée de vie de l'emprunt,
- le rallongement de la durée résiduelle de l'emprunt ne pourra excéder 5 ans, qu'il s'agisse d'une première demande de réaménagement ou d'une demande relative à des emprunts déjà réaménagés, compactés ou transférés lors d'une cession de créances,
- toute demande portant la durée résiduelle de l'encours réaménagé au-delà de 30 ans ne pourra pas bénéficier de la garantie départementale.

**Annexe 2-conditions financières
Actis pour l'EHPAD Flaubert Grenoble
Demande de garantie d'emprunt**

Objet de la garantie départementale	Montant	Montant estimé du préfinancement	% garanti	Montant total garanti	Prêteur	Taux d'intérêt	Durée	Commentaires
Construction d'un Ehpad de 84 places par l'aménagement de la ZAC Flaubert	6 458 299 €	- €	100%	6 458 299 €	CDC	Livret A +1,11%	40 ans	PLS Enveloppe PLSDDD 2018 Echéance prioritaire Indemnité actuarielle PLS Foncier
	521 370 €	- €	100%	521 370 €	CDC	Livret A +1,11%	50 ans	Enveloppe PLSDDD 2018 Echéance prioritaire Indemnité actuarielle
Total	6 979 669 €	- €		6 979 669 €				



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Corinne, STEINBRECHER
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Cacheté électroniquement le 14/05/2020 16:16:56

Stéphane Duport Rosand
DIRECTEUR GÉNÉRAL
ACTIS OPH DE LA RÉGION GRENOBLOISE
Signé électroniquement le 18/05/2020 09 23 :17

CONTRAT DE PRÊT

N° 109338

Entre

ACTIS OPH DE LA RÉGION GRENOBLOISE - n° 000281935

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE, SIREN n°: 348579095, sis(e) 25 AVENUE DE
CONSTANTINE BP 2508 38035 GRENOBLE CEDEX 2,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Grenoble EHPAD Flaubert (129-1), Parc social public, Construction de 84 logements situés rue Eugène Sue 38100 GRENOBLE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de six millions neuf-cent-soixante-dix-neuf mille six-cent-soixante-neuf euros (6 979 669,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLS PLSD 2018, d'un montant de six millions quatre-cent-cinquante-huit mille deux-cent-quatre-vingt-dix-neuf euros (6 458 299,00 euros) ;
- PLS foncier PLSD 2018, d'un montant de cinq-cent-vingt-et-un mille trois-cent-soixante-dix euros (521 370,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **04/08/2020** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Validation du projet par la Tutelle
 - Convention de gestion globale signée avec le ccas de Grenoble
 - Garantie(s) conforme(s)

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	PLSDD 2018	PLSDD 2018	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5363370	5363371	
Montant de la Ligne du Prêt	6 458 299 €	521 370 €	
Commission d'instruction	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	1,61 %	1,61 %	
TEG de la Ligne du Prêt	1,61 %	1,61 %	
Phase d'amortissement			
Durée	40 ans	50 ans	
Index ¹	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	1,11 %	
Taux d'intérêt ²	1,61 %	1,61 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	DR	DR	
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	

¹ A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,5 % (Livret A).

² Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I')(1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"} - 1}]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE L ISERE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE

25 AVENUE DE CONSTANTINE
BP 2508
38035 GRENOBLE CEDEX 2

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U075484, ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE

Objet : Contrat de Prêt n° 109338, Ligne du Prêt n° 5363370

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP382/FR7613825002000800556984657 en vertu du mandat n° ??DPH2013319003773 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES



ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE

25 AVENUE DE CONSTANTINE
BP 2508
38035 GRENOBLE CEDEX 2

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U075484, ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE

Objet : Contrat de Prêt n° 109338, Ligne du Prêt n° 5363371

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP382/FR7613825002000800556984657 en vertu du mandat n° ??DPH2013319003773 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 17 juillet 2020
DOSSIER N° 2020 CP07 F 34 93

Objet : **Garantie d'emprunt pour le Centre de Cotagon à Saint Geoire en Valdaine**

Politique : **Finances**

Programme :

Opération :

Service instructeur : DFI/SFP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :
Finances - accorder les garanties d'emprunt.

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 17-07-2020

Exécutoire le : 17-07-2020

Publication le : 17-07-2020

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 2015SE1B3204 du 2 avril 2015 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère donne délégation à la commission permanente en matière de garanties d'emprunts,

Vu la délibération 2015BPF3405 du 17 décembre 2015 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère précise les modalités d'attribution des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et médico-social,

Vu la demande du Centre de Cotagon tendant à obtenir la garantie du Département de l'Isère,

Vu les conditions de l'accord de prêts émis par la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes le 22 avril 2020,

Vu les conditions générales des prêts,

Vu le rapport du Président N°2020 F 34 93,

Vu l'avis de la Commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Article 1 : la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère accorde sa garantie, à hauteur de 100 %, pour le remboursement de trois prêts d'un montant total de 3 202 762 €, que le Centre de Cotagon se propose de signer auprès de la Caisse d'Epargne, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions déterminées par l'accord de prêts du 22 avril 2020,

Ledit accord est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 : la garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale desdits prêts jusqu'au complet remboursement de celui-ci, selon les caractéristiques financières visées au contrat à signer, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : le Département de l'Isère s'engage pendant toute la durée de chaque prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges desdits prêts.

Article 4 : la commission permanente autorise le Président du Conseil départemental de l'Isère à signer la convention à intervenir entre l'emprunteur et le Département.

Article 5 : en cas de non signature desdits prêts entre la Caisse d'Epargne et le Centre de Cotagon, dans le cadre de cette opération de réhabilitation de bâtiments d'hébergement situés à Saint Geoire en Valdaine, la présente décision sera considérée comme nulle et non avenue,

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping strokes that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned to the right of the text 'Le Président,' and above the name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier

Annexe 1 : modalités d'attribution des garanties d'emprunts du Département

A) Dans le cadre de nouvelles demandes de garanties d'emprunts :

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil départemental a modifié ses modalités d'octroi des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et a adopté les modalités d'attribution suivantes :

Concernant la production et la réhabilitation de logements sociaux :

- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est supérieure à 20 000 habitants (population municipale), le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts,
- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est inférieure à 20 000 habitants (population municipale), la caution du Département est de 30 %, uniquement pour les Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).

Concernant le logement et l'accueil des populations spécifiques (la réglementation reste inchangée) :

- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) relevant de la compétence du Département, la caution accordée est de 100 %, quel que soit le territoire d'implantation de l'établissement,
- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) ne relevant pas de sa compétence, le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts.

B) Dans le cadre de réaménagements impactant la durée résiduelle de l'emprunt :

Par délibération du 12 avril 2019, le Conseil départemental a modifié ses modalités de réitération de la garantie départementale selon les modalités d'attribution suivantes :

- toute demande de rallongement de la garantie départementale lors d'un réaménagement d'emprunt ne pourra intervenir qu'une seule fois dans la durée de vie de l'emprunt,
- le rallongement de la durée résiduelle de l'emprunt ne pourra excéder 5 ans, qu'il s'agisse d'une première demande de réaménagement ou d'une demande relative à des emprunts déjà réaménagés, compactés ou transférés lors d'une cession de créances,
- toute demande portant la durée résiduelle de l'encours réaménagé au-delà de 30 ans ne pourra pas bénéficier de la garantie départementale.

Annexe 2-conditions financières
Centre de Cotagon
Demande de garantie d'emprunt

Objet de la garantie départementale	Montant	Montant estimé du préfinancement	% garanti	Montant total garanti	Prêteur	Taux d'intérêt	Durée	Commentaires
Travaux de réhabilitation de bâtiments d'hébergements du centre de Cotagon Saint-Geoire-en-Valdaine	1 250 000 €	- €	100%	1 250 000 €	Caisse d'Epargne	1,34%	36 mois + 25 ans	Lettre d'accord Caisse d'Epargne Départ décalé de 12 mois
	984 762 €	- €	100%	984 762 €	Caisse d'Epargne	1,29%	24 mois + 25 ans	Mensuel - échéances constantes Lettre d'accord Caisse d'Epargne Départ décalé de 12 mois
	968 000 €	- €	100%	968 000 €	Caisse d'Epargne	1,25%	12 mois + 25 ans	Mensuel - échéances constantes Lettre d'accord Caisse d'Epargne Départ décalé de 12 mois
Total	3 202 762 €	0 €		3 202 762 €				

Pierre DURAND
Chargé d'Affaires
Agence Santé
Site 6 Rue Genevoise
38500 VOIRON
Tél. : 04.57.23.13.90
Port : 06.08.22.00.44

CENTRE DE COTAGON
A l'attention de Monsieur BETOU
373 Voie de Cotagon
38620 St GEOIRE EN VALDAINE

Objet : Accord de prêts

Voiron le 22 avril 2020

Monsieur BETOU.

J'ai le plaisir de vous informer que le Comité de Crédits de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes a validé la demande de prêts destinés à financer les travaux de réhabilitation de l'hébergement du Centre de Cotagon, à savoir :

- Financement de la Tranche 1 (2021).

- Montant 968 000 €
- Durée départ décalé 12 mois + 25 ans d'amortissement
- Taux fixe..... 1.25 %
- Périodicité..... MENSUELLE / échéance de 3 758.72 €
- Commission d'engagement..... 0.10 % ramenée à 890 €
- Garantie Caution Conseil Départemental à hauteur de 100 %

- Financement de la Tranche 2 (2022).

- Montant 984 762 €
- Durée départ décalé 24 mois + 25 ans d'amortissement
- Taux fixe..... 1.29 %
- Périodicité..... MENSUELLE / échéance de 3 842 €
- Commission d'engagement..... 0.10 % ramenée à 890 €
- Garantie Caution Conseil Départemental à hauteur de 100 %

- Financement de la Tranche 3 (2023).

- Montant 1 250 000 €
- Durée départ décalé 36 mois + 25 ans d'amortissement
- Taux fixe..... 1.34 %
- Périodicité..... MENSUELLE / échéance de 4 905.78 €
- Commission d'engagement..... 0.10 % ramenée à 1 090 €
- Garantie Caution Conseil Départemental à hauteur de 100 %

Sous réserve de :

- L'accord du Département de l'Isère pour se porter caution à 100 % sur les 3 prêts.
- La validation du nouveau PPI 2020 – 2025.
- Justifier de la subvention de 625 000 € dernièrement obtenue.
- L'accord sur les déclarations de travaux avant tout déblocage.

Je vous laisse vous rapprocher des Services du Département et revenir vers moi **sous quinzaine** avec les justificatifs afin de pouvoir faire éditer les contrats de prêts.

Vous souhaitant une agréable journée et demeurant à votre disposition,

Bien à vous.

Votre Chargé d'Affaires,

Pierre DURAND



Agence Sante - Sillon Alpin
Site VOIRON : 17 Rue De Venise - 38500 VOIRON
Tél. 04 57 23 13 90 - Mob. 06 08 22 00 44
cera-l-sante-sillon-alpin@cera.caisse-epargne.fr



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 17 juillet 2020
DOSSIER N° 2020 CP07 F 34 94

Objet : **Demande de modification d'une garantie d'emprunt accordée en 2019 pour la résidence Jeanne de Chantal, maison de retraite à Crémieu**

Politique : **Finances**

Programme :

Opération :

Service instructeur : DFI/SFP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Délibération de référence pour les délégations : Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 17-07-2020

Exécutoire le : 17-07-2020

Publication le : 17-07-2020

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu l'Ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu la délibération 2015 SE1 B 32 04 du 2 avril 2015 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère donne délégation à la commission permanente en matière de garanties d'emprunts,

Vu la délibération 2019 SO1 F 34 05 du 12 avril 2019 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère modifie les critères d'attribution des garanties d'emprunts en cas de réaménagement,

Vu la délibération 2019 CP07 F 34 104 du 19 juillet 2019 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère accorde sa garantie d'emprunt dans le cadre de la signature du contrat n° 96790, d'un montant total de 4 735 422 €, annexé à la présente délibération et signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Maison de retraite de Crémieu - résidence Jeanne de Chantal,

Vu la demande formulée par la Maison de retraite de Crémieu - résidence Jeanne de Chantal, pour le rallongement de la durée de préfinancement des trois lignes de prêts n°5274201, 5274202 et 5274203, objets du contrat n° 96790,

Vu l'avenant modificatif au contrat de prêt suvisé, signé le 18 juin 2020 entre la Maison de retraite de Crémieu et la Caisse des Dépôts et Consignations,

Vu les conditions générales des prêts,

Vu le rapport du Président N°2020 F 34 94,

Vu l'avis de la Commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Article 1 : l'article 9 « Caractéristiques financières de chaque ligne du prêt » du Contrat initial est modifié comme précisé par l'avenant modificatif n°1 de la Caisse des Dépôts et Consignations, signé le 18 juin 2020 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Maison de retraite de Crémieu. Ledit

avenant, ainsi que le contrat initial, est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Les caractéristiques de l'allongement de la période de préfinancement sont décrites en annexe 2 de la présente délibération, partie intégrante de celle-ci.

Les autres caractéristiques financières et autres dispositions contractuelles demeurent inchangées.

Article 2 : la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

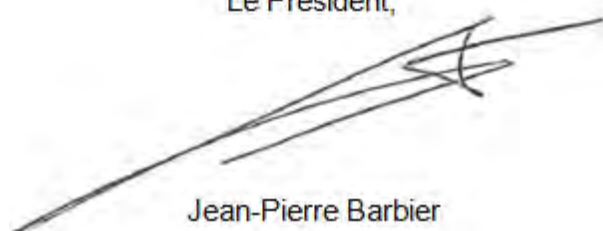
Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : la collectivité s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Article 4 : le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des dépôts et consignations de tout projet de réforme de la présente décision portée à l'ordre du jour du conseil départemental.

Article 5 : la commission permanente autorise le Président du Conseil départemental de l'Isère à signer la convention à intervenir entre l'emprunteur et le Département.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Jean-Pierre Barbier

Annexe 1 : modalités d'attribution des garanties d'emprunts du Département

A) Dans le cadre de nouvelles demandes de garanties d'emprunts :

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil départemental a modifié ses modalités d'octroi des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et a adopté les modalités d'attribution suivantes :

Concernant la production et la réhabilitation de logements sociaux :

- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est supérieure à 20 000 habitants (population municipale), le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts,
- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est inférieure à 20 000 habitants (population municipale), la caution du Département est de 30 %, uniquement pour les Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).

Concernant le logement et l'accueil des populations spécifiques (la réglementation reste inchangée) :

- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) relevant de la compétence du Département, la caution accordée est de 100 %, quel que soit le territoire d'implantation de l'établissement,
- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) ne relevant pas de sa compétence, le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts.

B) Dans le cadre de réaménagements impactant la durée résiduelle de l'emprunt :

Par délibération du 12 avril 2019, le Conseil départemental a modifié ses modalités de réitération de la garantie départementale selon les modalités d'attribution suivantes :

- toute demande de rallongement de la garantie départementale lors d'un réaménagement d'emprunt ne pourra intervenir qu'une seule fois dans la durée de vie de l'emprunt,
- le rallongement de la durée résiduelle de l'emprunt ne pourra excéder 5 ans, qu'il s'agisse d'une première demande de réaménagement ou d'une demande relative à des emprunts déjà réaménagés, compactés ou transférés lors d'une cession de créances,
- toute demande portant la durée résiduelle de l'encours réaménagé au-delà de 30 ans ne pourra pas bénéficier de la garantie départementale.

Annexe 2-conditions financières
Résidence Jeanne de Chantal (maison de retraite de Crémieu)
Demande d'avenant à la garantie d'emprunt du 19 juillet 2019

Objet de la garantie	Identifiant de la Ligne du prêt	5274201	5274202	5274203
Construction/réhabilitation EHPAD Jeanne de Chantal à Crémieu Décision initiale 2019CPO7F34104 du 19/07/2019	Caractéristique de la Ligne du Prêt Enveloppe	PHARE -	PHARE -	PLS PLSDD2018
	Montant de la Ligne du prêt	1 655 885 €	579 537 €	2 500 000 €
	<i>Ancienne durée de préfinancement</i>	<i>22 mois</i>	<i>24 mois</i>	<i>22 mois</i>
	Durée de préfinancement	36 mois	36 mois	36 mois
	Impact s/montant garantie	+ 43 682,70 €	+ 10 437,92 €	+ 54 014,46 €
	Taux d'intérêt du préfinancement	2,17%	1,74%	1,79%
	Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation

Direction Régionale AUVERGNE RHONE-ALPES

Références : Emprunteur : MAISON DE RETRAITE DE CREMIEU n°305445
Date d'établissement du présent avenant : 24/04/2020
Contrat de prêt n° 96790 / Lignes du Prêt n°5274201-5274202-5274203

AVENANT MODIFICATIF N°1

Entre

MAISON DE RETRAITE DE CREMIEU, SIREN n° 263 800 096, située Place des Visitandines 38460 CREMIEU, représentée par Monsieur Frédéric DUBOIS, Directeur dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération en date du 6 février 2019 (N°01-19)

Ci-après dénommée « **MAISON DE RETRAITE DE CREMIEU** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIERE PART,

et :

LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifié aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS, représentée par Madame Corinne STEINBRECHER, Directrice Territoriale dûment habilité(e) aux fins des présentes par arrêté du Directeur Général de la Caisse des dépôts et consignations en date du 1^{er} juin 2020 ;

Ci-après dénommée « **la Caisse des dépôts et consignations** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Ci-après indifféremment dénommées « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Vu le contrat de prêt n° 96790, ci-après « le Contrat de Prêt », consenti par le Prêteur à l'Emprunteur d'un montant de quatre millions sept cent trente-cinq mille quatre cent vingt-deux euros (4 735 422,00 €) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Contrat de Prêt est destiné au financement de l'opération Résidence Jeanne de Chantal, Secteur médico-social, Construction de 94 logements et 94 places/lits, situés place des Visitandines 38460 Cremieu.

Ledit contrat de prêt n°96790 a été signé par le prêteur le 28/05/2019 et par l'emprunteur le 02/08/2019.

Caisse des dépôts et consignations Banque des Territoires
Direction Régionale Auvergne Rhône-Alpes
31 rue Gustave Eiffel 38000 Grenoble

1/4

Tél : 04 38 21 04 00 - dr-auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphe :

CS
FD

PREAMBULE

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

Les dispositions du présent avenant, ci-après « l'Avenant », complètent celles du Contrat de Prêt précité, en modifiant la durée de préfinancement initialement consenti par le Prêteur et accepté par l'Emprunteur, sans qu'il y ait toutefois novation des obligations qui en résultent pour les Parties.

Par ailleurs, les Parties aux présentes déclarent parfaitement connaître le Contrat de Prêt, cité ci-dessus, et se dispensent mutuellement d'en rappeler plus amplement les termes.

La durée de préfinancement de 22 mois pour les lignes de prêts 5274201 et 5274203 et la durée de préfinancement de 24 mois pour la ligne de prêt 5274202 sont modifiées par une durée de 36 mois.

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Les Parties conviennent d'allonger la durée de préfinancement des Lignes du prêt n°5274201, 5274202 et 5274203.

Ainsi, l'Article 9 « Caractéristiques financières de chaque ligne du prêt » du Contrat initial est modifié comme suit :

Identifiant de la Ligne du prêt	5274201	5274202	5274203
Caractéristique de la Ligne du Prêt	PHARE	PHARE	PLS
Enveloppe	-	-	PLSDD2018
Montant de la Ligne du prêt	1 655 885 €	579 537 €	2 500 000 €
Durée de préfinancement	36 mois	36 mois	36 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	2,17%	1,74%	1,79%
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation

Caisse des dépôts et consignations Banque des Territoires
Direction Régionale Auvergne Rhône-Alpes
31 rue Gustave Eiffel 38000 Grenoble

2/4

Tél : 04 38 21 04 00 - dr-auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphe :

FD

ARTICLE 2 – GARANTIES

N° Lignes du Prêt	Type de garantie	Dénomination du garant / Désignation de la garantie	Quotité garantie (en %)
5274201, 5274202, 5274203	Collectivités locales	Département de l'Isère	100.00

Le Garant s'engage, pendant toute la durée du Contrat de Prêt Initial, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du présent avenant et de chaque Contrat de Prêt Initial contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 3 – EFFET DE L'AVENANT

L'Avenant modifie le Contrat de Prêt uniquement en ce qui concerne les dispositions exposées à l'Article « **Objet de l'Avenant** ».

Toutes les dispositions du Contrat de Prêt non expressément modifiées par le présent avenant demeurent valables et en vigueur jusqu'à l'expiration ou la résiliation de ceux-ci.

En cas de contradiction entre les dispositions du Contrat de Prêt et celles de l'Avenant, les dispositions de l'Avenant prévalent.

Enfin, le présent avenant est une partie indissociable du Contrat de Prêt.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

La date d'effet de l'Avenant correspond, de façon rétroactive, à la date d'effet du Contrat de Prêt, sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Validité de l'Avenant** » du présent avenant, et reste en vigueur jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

ARTICLE 5 – COMMISSION DE REAMENAGEMENT

Par ailleurs, cette modification donnera lieu dès sa prise en compte à la perception d'une commission de réaménagement dont le montant s'élève à cent euros (100 €) par ligne du prêt réaménagée, soit un total de trois cents euros (300 €).

L'emprunteur s'engage à effectuer le paiement de cette somme dans le délai qui sera indiqué par le prêteur, lors de sa mise en recouvrement.

Caisse des dépôts et consignations Banque des Territoires
Direction Régionale Auvergne Rhône-Alpes
31 rue Gustave Eiffel 38000 Grenoble

3/4

Tél : 04 38 21 04 00 - dr-auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | [@BanqueDesTerr](https://www.facebook.com/BanqueDesTerr)

Paraphe :

FD

ARTICLE 6 - VALIDITE DE L'AVENANT

Le présent avenant devra être retourné dûment complété, paraphé et signé par les Parties au plus tard le **30/06/2020**.

La prise d'effet du présent avenant est donc subordonnée à la réalisation des conditions suivantes :

- La production de(s) actes conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent avenant ;
- La production d'une nouvelle délibération de garantie du département de l'Isère avant le 15/06/2021. En l'absence de la production de ce document avant la date précitée, la modification de la nouvelle durée de préfinancement ne pourra pas être prise en compte.

A défaut de réception de l'Avenant dans le délai imparti, le Prêteur pourra considérer ce dernier comme nul et non avenu.

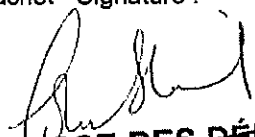
Fait en autant d'exemplaires que de signataires.

A Grenoble, le 12 juin 2020

A *Grenoble*, le *18/06/2020*

Pour la Caisse des dépôts et consignations
Civilité : Madame
Nom / Prénom : Steinbrecher Corinne
Qualité : Directrice Territoriale
Dûment habilité aux présentes,
Cachet - Signature :

Pour la Maison de retraite de Crémieu
Civilité : Monsieur
Nom / Prénom : Dubois Frédéric
Qualité : Directeur
Dûment habilité aux présentes,
Cachet-Signature :


CAISSE DES DÉPÔTS
Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes
Immeuble Aquilon
44, Rue de la Vilette
69425 LYON cedex 03
Tél. 04 72 11 49 48
Fax 04 72 11 49 25






Caisse des dépôts et consignations Banque des Territoires
Direction Régionale Auvergne Rhône-Alpes
31 rue Gustave Eiffel 38000 Grenoble

4/4

Tél : 04 38 21 04 00 - dr-auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphe : 





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 96790

Entre

MAISON DE RETRAITE DE CREMIEU - n° 000305445

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR000-PR0266 V3.1 page 1/24
Contrat de prêt n° 96790 Emprunteur n° 000305445

Caisse des dépôts et consignations

44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

BODI N° 363 de juillet 2020, Tome 1 - Partie 2
banquedes Territoires.fr @Banque des Terr

Paraphes

BB

1/24



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

MAISON DE RETRAITE DE CREMIEU, SIREN n°: 263800096, sis(e) PLACE DES VISITANDINES 38460 CREMIEU,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **MAISON DE RETRAITE DE CREMIEU** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes

BB



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.23
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	DEMANDE D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Résidence Jeanne de Chantal, Secteur médico-social, Construction de 94 logements et 94 places/lits situés Place des Visitandines 38460 CREMIEU.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions sept-cent-trente-cinq mille quatre-cent-vingt-deux euros (4 735 422,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PHARE, d'un montant d'un million six-cent-cinquante-cinq mille huit-cent-quatre-vingt-cinq euros (1 655 885,00 euros) ;
- PHARE, d'un montant de cinq-cent-soixante-dix-neuf mille cinq-cent-trente-sept euros (579 537,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2018, d'un montant de deux millions cinq-cent mille euros (2 500 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

BB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

BB

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension** » (PHARE) est destiné à l'acquisition, à la construction, à l'amélioration et à la restructuration des projets d'habitat spécifique. Les catégories de projets éligibles au prêt sont restrictives.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisabilité** » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

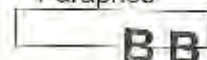
Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **17/08/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.


La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes



Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)
 - Autorisation d'urbanisme (PC définitif, DUP, attestation d'achèvement des travaux, ...)
 - Justificatifs des autres financements
 - Plan de financement définitif

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

Paraphes

BB



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
BB



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC			
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHARE	PHARE	PLS
Enveloppe	-	-	PLSDD 2018
Identifiant de la Ligne du Prêt	5274201	5274202	5274203
Montant de la Ligne du Prêt	1 655 885 €	579 537 €	2 500 000 €
Commission d'instruction	990 €	340 €	1 500 €
Durée de la période	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
Taux de période	0,54 %	0,43 %	0,45 %
TEG de la Ligne du Prêt	2,16 %	1,74 %	1,78 %
Phase de préfinancement			
Durée du préfinancement	22 mois	24 mois	22 mois
Index de préfinancement	Taux fixe	Taux fixe	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	0 %	0 %	1,04 %
Taux d'intérêt du préfinancement	2,17 %	1,74 %	1,79 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement			
Durée	30 ans	15 ans	35 ans
Index ¹	Taux fixe	Taux fixe	Livret A
Marge fixe sur Index	-	-	1,04 %
Taux d'intérêt ²	2,17 %	1,74 %	1,79 %
Périodicité	Trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)	Amortissement prioritaire (échéance déduite)	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	Sans objet	Sans objet	SR
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'index était inférieure au taux plancher d'index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Paraphes
BB

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

MODALITÉ DE DETERMINATION DES INTÉRÊTS DE LA PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, du taux d'intérêt en vigueur pendant cette période. Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement est indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

BB



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Paraphes
 BB

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes
BB



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

BB

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes

BB



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Paraphes

B B



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DE L ISERE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Paraphes

BB



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Paraphes

BB



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Paraphes
BB

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.
- retrait ou non renouvellement de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente en application des articles L. 313-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ou le cas échéant en cas de non habilitation ou de retrait de l'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale prévue par ce même Code.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Paraphes **B** **B**

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Le, **28 MAI 2019**

Pour la Caisse des Dépôts,


Civilité :

Nom / Prénom :

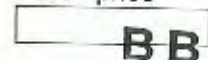
Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


Barbara BELLE
Directrice régionale adjointe
Directrice déléguée

Paraphes



24/24



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 19 juillet 2019
DOSSIER N° 2019 CP07 F 34 104

Objet : Demande de garantie d'emprunt pour la Maison de retraite Jeanne de Chantal à Crémieu

Politique : Finances

Programme :

Opération :

Service instructeur : DFI/SFP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 19 juillet 2019
DOSSIER N° 2019 CP07 F 34 104

Numéro provisoire : 571 - Code matière : 7.3.3

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :
Finances - accorder les garanties d'emprunt.

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 22-07-2019

Exécutoire le : 22-07-2019

Publication le :

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 2015 SE1 B 32 04 du 2 avril 2015 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère donne délégation à la commission permanente en matière de garanties d'emprunts,

Vu le contrat n° 96790 à signer entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Maison de retraite de Crémieu Jeanne de Chantal, d'un montant de 4 735 422 € et constitué de trois lignes de prêts,

Vu la demande de la Résidence Jeanne de Chantal tendant à obtenir la garantie du Département de l'Isère,

Vu les conditions générales des prêts,

Vu le rapport du Président N°2019 CP07 F 34 104,

Vu l'avis de la Commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Article 1 : la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère accorde sa garantie à la maison de retraite Jeanne de Chantal à Crémieu, pour le remboursement de l'emprunt susvisé, d'un montant de 4 735 422 € hors périodes de préfinancement, aux charges et conditions définies par le contrat émis le 28 mai 2019. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

La garantie départementale est de 100% de l'emprunt, périodes de préfinancement incluses et dont les caractéristiques financières sont détaillées en annexe 2 de la présente décision.

Article 2 : la garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de l'emprunt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'établissement prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : le Département de l'Isère s'engage pendant toute la durée de l'emprunt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges qui lui sont liées.

Article 4 : la commission permanente autorise le Président du Conseil départemental de l'Isère à signer la convention à intervenir entre l'emprunteur et le Département.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned to the right of the text 'Le Président,' and above the name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 17 juillet 2020
DOSSIER N° 2020 CP07 F 34 95

Objet : Demande d'une garantie d'emprunt pour la résidence Jeanne de Chantal, maison de retraite à Crémieu

Politique : Finances

Programme :

Opération :

Service instructeur : DFI/SFP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Délibération de référence pour les délégations : Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 17-07-2020

Exécutoire le : 17-07-2020

Publication le : 17-07-2020

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 2015SE1B3204 du 2 avril 2015 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère donne délégation à la commission permanente en matière de garanties d'emprunts,

Vu l'offre de prêt PPRS60-B038E300002, d'un montant total de 700 000 €, émise le 16 janvier 2020 par la Caisse des Dépôts Retraites, Direction de la solidarité et des risques professionnels à l'attention de la résidence Jeanne de Chantal, maison de retraite à Crémieu,

Vu la demande de la résidence Jeanne de Chantal, maison de retraite à Crémieu, tendant à obtenir la garantie du Département de l'Isère,

Vu les conditions générales des prêts,

Vu le rapport du Président N°2020 F 34 95,

Vu l'avis de la Commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Article 1 : la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère accorde sa garantie, à hauteur de 100%, à la résidence Jeanne de Chantal, maison de retraite à Crémieu, pour le remboursement de l'emprunt à signer entre la Caisse des Dépôts et la résidence Jeanne de Chantal, d'un montant de 700 000 €, aux charges et conditions définies par l'offre de prêt émise le 16 janvier 2020.

Ladite offre est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

Article 2 : la garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de l'emprunt, jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'établissement prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : le Département de l'Isère s'engage pendant toute la durée de l'emprunt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges qui lui sont liées.

Article 4 : la commission permanente autorise le Président du Conseil départemental de l'Isère à signer la convention à intervenir entre l'emprunteur et le Département.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name.

Jean-Pierre Barbier

Annexe 1 : modalités d'attribution des garanties d'emprunts du Département

A) Dans le cadre de nouvelles demandes de garanties d'emprunts :

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil départemental a modifié ses modalités d'octroi des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et a adopté les modalités d'attribution suivantes :

Concernant la production et la réhabilitation de logements sociaux :

- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est supérieure à 20 000 habitants (population municipale), le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts,
- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est inférieure à 20 000 habitants (population municipale), la caution du Département est de 30 %, uniquement pour les Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).

Concernant le logement et l'accueil des populations spécifiques (la réglementation reste inchangée) :

- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) relevant de la compétence du Département, la caution accordée est de 100 %, quel que soit le territoire d'implantation de l'établissement,
- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) ne relevant pas de sa compétence, le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts.

B) Dans le cadre de réaménagements impactant la durée résiduelle de l'emprunt :

Par délibération du 12 avril 2019, le Conseil départemental a modifié ses modalités de réitération de la garantie départementale selon les modalités d'attribution suivantes :

- toute demande de rallongement de la garantie départementale lors d'un réaménagement d'emprunt ne pourra intervenir qu'une seule fois dans la durée de vie de l'emprunt,
- le rallongement de la durée résiduelle de l'emprunt ne pourra excéder 5 ans, qu'il s'agisse d'une première demande de réaménagement ou d'une demande relative à des emprunts déjà réaménagés, compactés ou transférés lors d'une cession de créances,
- toute demande portant la durée résiduelle de l'encours réaménagé au-delà de 30 ans ne pourra pas bénéficier de la garantie départementale.

Annexe 2-conditions financières
Résidence Jeanne de Chantal (maison de retraite de Crémieu)
Demande de garantie d'emprunt

Objet de la garantie départementale	Montant	Montant estimé du préfinancement	% garanti	Montant total garanti	Prêteur	Taux d'intérêt	Durée	Commentaires
Construction/réhabilitation EHPAD Jeanne de Chantal à Crémieu	700 000 €	- €	100%	700 000 €	Caisse des Dépôts Retraites	0,00%	25 ans	Fonds CNRCAL (Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales) 85% de l'emprunt est versé à la signature du contrat, le solde sur production d'un certificat d'achèvement du gros œuvre dans un délai inopari
Total	700 000 €	- €		700 000 €				



RETRAITES
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET
DES RISQUES PROFESSIONNELS



www.cdc.retraites.fr

Service de la solidarité
Action sociale – Produits et services

Références : PPRS60 – prêts aux collectivités
Dossier n° : B038 E300002
Suivi par : **Daniel Pouey**
Tél. : 05 56 11 33 61
daniel.pouey@caissedesdepots.fr

Monsieur le Directeur
EHPAD « Résidence Jeanne de
Chantal »
Place des Visitandines
38460 CREMIEU

Bordeaux, le 16 janvier 2020

Recommandé avec accusé de réception

Monsieur,

Je fais suite au courrier de Mr Domeizel du 09/12/2019 vous informant que le Conseil d'administration de la CNRACL du 20/09/2019 avait décidé de participer au financement de votre projet, portant le n° de dossier B038 E300002.

Les conditions du prêt attribué à votre collectivité sont les suivantes :

- montant : 700 000 €
- taux : 0%
- durée : 25 ans

Cette offre de prêt est valable 12 mois, sans possibilité de report, à compter de la réception de la présente notification.

Le contrat du prêt C.N.R.A.C.L vous sera adressé dès réception :

- des premières factures de réalisation des travaux
- de la justification du bouclage complet de votre plan de financement (*copies de l'accord des organismes prêteurs, arrêtés de subventions...*),
- de la production d'une délibération régulière de l'assemblée délibérante autorisant l'emprunt,
- de la garantie du Conseil Général et/ou de la Commune.

Le versement de 85% du montant du prêt s'effectuera dès retour du contrat signé par l'emprunteur et le(s) garant(s).

Le versement du solde s'effectuera sur production du certificat d'achèvement du gros œuvre, dans un délai de deux ans maximums.

Je vous remercie de l'attention apportée à cette correspondance et reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Daniel Pouey

à joindre à toute correspondance

Caisse des dépôts et consignations
rue du Vergne, 33059 BORDEAUX CEDEX - Tél : 05 56 11 33 61

Fonds : Action sociale CNRACL Référence : PPRS60

Affaire suivie par : **Daniel Pouey**
Dossier n° B038 E300002 BODIN° 363 de juillet 2020, Tome 1 - Partie 2

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :Administration générale - adapter les emplois et les effectifs dans le respect du budget voté pour les ressources humaines et dans la limite de l'effectif maximum autorisé par l'assemblée départementale.

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 17-07-2020

Exécutoire le : 17-07-2020

Publication le : 17-07-2020

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2020 F 31 84,

Vu l'avis de la Commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

- **d'approuver** des adaptations de postes ci-après :

1- Suppressions / créations de postes

* Direction de l'innovation et des systèmes d'information

Service innovation applications études

- suppression d'un poste d'ingénieur
- création d'un poste de rédacteur

* Direction des ressources humaines

Service gestion du personnel

- suppression d'un poste d'adjoint administratif
- création d'un poste d'attaché

* Direction de la performance et de la modernisation du service public

Service observation, documentation et évaluation

- suppression d'un poste d'adjoint administratif
- création d'un poste d'adjoint technique

* Direction de l'aménagement

Laboratoire vétérinaire

- suppression d'un poste de cadre de santé paramédical
- création d'un poste de technicien

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

* Direction des constructions publiques et de l'environnement de travail

Service gestion du parc

- suppression de deux postes de techniciens
- création de deux postes d'adjoints techniques

* Direction des solidarités

Service action sociale de polyvalence

- suppression d'un poste de conseiller socio-éducatif
- création d'un poste d'assistant socio-éducatif

Service prévention santé publique

- suppression d'un poste de médecin à temps non complet 80%
- création d'un poste de médecin à plein temps

* Direction territoriale porte des Alpes

Service action médico-sociale est

- suppression d'un poste de cadre de santé paramédical
- création d'un poste d'assistant socio-éducatif

* Direction territoriale Isère rhodanienne

Service éducation

- suppression d'un poste d'agent de maîtrise
- création d'un poste d'adjoint technique

* Direction territoriale Bièvre Valloire

Service éducation

- suppression d'un poste de technicien
- création d'un poste d'adjoint technique

Service développement social

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

* Direction territoriale voironnais Chartreuse

Direction

- suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- création d'un poste d'attaché

* Direction territoriale du Grésivaudan

Service aménagement

- suppression d'un poste d'agent de maîtrise
- création d'un poste d'adjoint technique

* Direction territoriale de l'agglomération grenobloise

Service enfance famille

- suppression d'un poste d'attaché
- création d'un poste d'assistant socio-éducatif

Service développement social

- suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- création d'un poste d'attaché

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

Service éducation

- suppression d'un poste d'agent de maîtrise
- création d'un poste d'adjoint technique

2 – Précisions sur certains emplois

*** Direction de l'innovation et des systèmes d'information**

Un poste d'assistant-e numérique territorial-e est vacant au service assistance et équipements.

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

*** Direction de l'autonomie**

Un poste de gestionnaire de cas MAIA est vacant au service soutien à domicile PA / PH.

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des infirmiers territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

Un poste médecin est vacant au service évaluation médico-sociale et suivi CDAPH.

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des médecins territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

*** Direction des solidarités**

Un poste de médecin est vacant service prévention santé publique.

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des médecins territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

* Direction de la culture et du patrimoine

Un poste de chargé-e de projet-s est vacant à la cellule projets transversaux.

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés de conservation territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

* Direction territoriale porte des Alpes

Un poste de gestionnaire des dispositifs sociaux est vacant au service action aide sociale à l'enfance.

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

* Direction territoriale voironnais Chartreuse

Un poste d'assistant(e) social(e) de polyvalence est vacant au service développement social.

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

* Direction territoriale de l'Oisans

Un poste de référent-e administratif-ve est vacant à la direction.

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

* Direction territoriale de l'agglomération grenobloise

Un poste d'assistant-e social-e de polyvalence est vacant au service local de solidarité de Saint martin le Vinoux.

- **d'ouvrir** également la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément aux délibérations du 21/06/2019 (DM1 2019) et du 19/12/2019 (BP 2020).

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name.

Jean-Pierre Barbier



Arrêté n° 2020-2795 du 08/07/2020

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de la Porte des Alpes**

Le Président du Conseil départemental

- Vu** l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,
- Vu** l'arrêté n° 2019-5582 portant organisation des services du Département,
- Vu** l'arrêté n° 2018-4068 relatif aux attributions de la direction territoriale de la Porte des Alpes,
- Vu** l'arrêté n° 2020-1261 portant délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes,
- Vu** l'arrêté nommant **Madame Sophie Crépy**, cadre d'appui du 1^{er} juin au 30 septembre 2020,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Nelson Adonis** directeur du territoire de la Porte des Alpes, et à **Monsieur Sébastien Goethals**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Lyonel Richard, chef du service aménagement et à

Monsieur Eric Chambreuil, adjoint au chef du service aménagement,

Monsieur Nicolas Novel-Catin, chef du service éducation et

Monsieur Jean-Christophe Millée, adjoint au chef du service éducation,

Madame Sylvie Kadlec, chef du service aide sociale à l'enfance et à

Madame Maude Darondeau, adjointe au chef du service aide sociale à l'enfance,

Madame Anne Charron, chef du service autonomie, et à

Madame Florence Gayton, adjointe au chef du service autonomie,

Madame Marie-Annick Vandamme, chef du service action médico-sociale Est, et à

Madame Marie-Laure Moussier, adjointe au chef du service action médico-sociale Est,

Madame Marie-Cécile Sourd, chef du service action médico-sociale Ouest, et à

Madame Chrystèle Vilain, adjointe au chef du service action médico-sociale Ouest,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine .

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Sophie Crépy**, cadre d'appui, pour signer les actes relatifs aux décisions sur les aides financières ASE, le dispositif insertion et les dispositifs PMI (agrément et EAJE).

Article 4 :

Délégation est donnée à **(poste vacant)**, chargée de mission aide sociale à l'enfance, pour signer les actes relatifs au dispositif de la protection de l'enfance sur le territoire de la Porte des Alpes.

Article 5 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Nelson Adonis, directeur du territoire, et de

Monsieur Sébastien Goethals, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire

Article 6 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service, de la direction territoriale de la Porte des Alpes.

Article 7 :

L'arrêté n° 2020-1261 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date affichage : 17/07/2020

Date de dépôt en Préfecture : 10/07/2020



Arrêté n° 2020-3132 du 08/07/2020

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de la Matheysine**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-5582 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2020-443 relatif aux attributions de la direction territoriale de la Matheysine,

Vu l'arrêté n° 2020-1010 portant délégation de signature pour la direction territoriale de la Matheysine,

Vu l'arrêté nommant **Madame Sarah Giraud**, chef du service développement social à compter du 1^{er} mai 2020,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Jean-Noël Gachet**, directeur du territoire de la Matheysine, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Madame Maylis Bolze, chef du service autonomie,

Monsieur Lionel Laye, chef du service éducation et moyens généraux et à

Madame Cécile Maurin, adjointe au chef du service éducation et moyens généraux

Monsieur Laurent Garnier, chef du service aménagement et à

Monsieur Pierre Moulin, adjoint au chef du service aménagement

Madame Sarah Giraud, chef du service développement social,

Madame Allison Nahum, chef du service aide sociale à l'enfance,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence de **Monsieur Jean-Noël Gachet**, directeur du territoire, la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de la Matheysine.

Article 5 :

L'arrêté n°2020-1010 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date d'affichage : 17/07/2020

Dépôt en préfecture : 10/07/2020



Arrêté n° 2020-3695 du 20/07/2020

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de l'Isère rhodanienne**

Le Président du Conseil départemental

- Vu** l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,
Vu l'arrêté n° 2019-5582 portant organisation des services du Département,
Vu l'arrêté n° 2018-4065 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,
Vu l'arrêté n° 2019-2740 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,
Vu l'arrêté nommant **Madame Ségolène Arnaud**, chef de service développement social à compter du 1^{er} juillet 2020,
Vu l'arrêté nommant **Madame Florence Revol**, adjointe au chef de service développement social à compter du 1^{er} juillet 2020,
Vu l'arrêté nommant **Madame Ericka Favre**, adjointe au chef de service développement social à compter du 1^{er} juillet 2020,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Corine Brun**, directrice du territoire de l'Isère rhodanienne, et à **Monsieur Tanguy Jestin**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Jean-Maxime Rome, chef du service aménagement,

Monsieur Alexandre Cassar, chef du service éducation,

Madame Nathalie Delclaux, chef du service enfance-famille par intérim et à

Madame Laurence Theuillon, adjointe au chef de service enfance-famille et à

Madame Marguerite Gaufres, adjointe au chef de service enfance-famille,

Madame Delphine Roux, chef du service autonomie et à

Madame Sylvie Delepine, adjointe au chef de service autonomie,

Madame Ségolène Arnaud, chef du service développement social et à

Madame Florence Revol, adjointe au chef du service développement social et à

Madame Ericka Favre, adjointe au chef du service développement social,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **(poste vacant)**, chargée de mission auprès du service développement social, pour signer tous les actes relevant des dispositifs liés à l'insertion des jeunes et des adultes, à l'accès au logement et aux actions sociales polyvalentes.

Article 4 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Corine Brun, directrice du territoire, et de

Monsieur Tanguy Jestin, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 5 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne.

En cas d'absence du chargé de mission « développement social », la délégation qui lui est conférée par l'article 3, peut être assurée par le chef de service développement social ou les adjointes au chef du service développement social.

Article 6 :

L'arrêté n° 2019-2740 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date d'affichage : 27/07/2020

Date de dépôt en préfecture : 23/07/2020



Arrêté n° 2020-3696 du 20/07/2020

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale de
l'Agglomération grenobloise**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-5582 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4070 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise,

Vu l'arrêté n°2020-1509 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise,

Vu l'arrêté nommant **Madame Pauline Crisinel**, cadre d'appui à compter du 1^{er} mars 2020,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à :

Madame Pascale Callec, directrice adjointe,
Madame Sylvie Lapergue, directrice adjointe,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

pour les services thématiques :

Madame Coralie Girard, chef du service développement social et à
Madame Fabienne Breyse, adjointe au chef du service développement social,
Monsieur Patrick Pichot, chef du service enfance famille et à
(Poste vacant), adjoint au chef du service enfance famille, et à
Monsieur Frédéric Blanchet, chef du service autonomie et à
Madame Ségolène Olivier, adjointe au chef du service autonomie,
Madame Véronique Nowak, chef du service éducation, et à
Monsieur Laurent Marquès, adjoint au chef du service éducation,

pour les services locaux de solidarité :

Madame Stéphanie Bergereau, chef du service local de solidarité Echirolles et à
Monsieur Jérôme Rolland, adjoint au chef du service local de solidarité Echirolles,
Madame Valérie Buisnière-Bonifaci chef du service local de solidarité Fontaine
Madame Cyrielle Mayo-De Vos, adjointe au chef du service local de solidarité Fontaine,
Madame Fabienne Bourgeois, chef du service local de solidarité Grenoble nord et à
Madame Marie De Bovadilla, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble nord,
Madame Christine Grechez, chef du service local de solidarité Grenoble sud et à
Madame Pascale Platini, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble sud,
Madame Geneviève Goy, chef du service local de solidarité Grenoble est et à
(Poste vacant), adjoint au chef du service local de solidarité Grenoble est,
Madame Bernadette Jalifier, chef du service local de solidarité Grenoble ouest et à
Madame Marion Loron, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble ouest,
Madame Nathalie Reis, chef du service local de solidarité Meylan,
Madame Caroline Dussart, chef du service local de solidarité Pont-de-Claix et à
Madame Marie-Pierre Cavallotto, adjointe au chef du service local de solidarité Pont-de-Claix,
Madame Sylvie Bonnardel, chef du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères et à
Madame Clara Polge, adjointe au chef du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères,
Madame Valérie Trinh, chef du service local de solidarité Saint-Martin-le-Vinoux et à
(Poste vacant), adjoint au chef du service local de solidarité Saint-Martin-le-Vinoux,
Madame Claire Droux, chef du service local de solidarité Vizille,
Madame Isabelle Lavarec, cadre d'appui TAG
Madame Pascale Jalles, cadre d'appui TAG
Madame Emmanuelle Droniou, cadre d'appui TAG
Madame Marie Laurence Binet, cadre d'appui TAG
Madame Véronique Conte, cadre d'appui TAG
Madame Elisabeth Rouchdi, cadre d'appui TAG
Madame Véronique Moser, cadre d'appui TAG
Madame Pauline Crisinel, cadre d'appui TAG
Madame Perrine Rostaingt, cadre d'appui TAG

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Isabelle Saintot**, coordinatrice de la cellule fonction support, pour signer tous les actes relatifs aux attributions de cette cellule.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Monsieur Dorian Mazin** et **Emeline Robin**, chargées de projet développement social, pour signer les contrats d'engagement réciproques dans le cadre du RSA.

Article 5 :

Délégation est donnée à **(poste vacant)**, chef de projet au service développement social, pour signer les actes relatifs aux demandes d'aides financières attribuées par le service développement social, aux décisions liées au dispositif hôtelier ainsi que les courriers adressés aux partenaires.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de
Madame Pascale Callec, directrice adjointe et de
Madame Sylvie Lapergue, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service ou d'un cadre d'appui, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou l'un des adjoints au chef de service, de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise.

Article 8 :

En cas d'absence d'un chargé de projet développement social, la délégation qui lui est conférée par l'article 4 peut être assurée par l'un des autres chargés de projet développement social ou par le chef de service ou l'adjoint du service développement social

En cas d'absence du chargé de projet ASO, la délégation qui lui est conférée par l'article 5 peut être assurée par le chef ou l'adjoint au chef de service développement social

Article 9 :

L'arrêté n° 2020-1509 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en Préfecture : 23/07/2020

Date d'affichage : 27/07/2020



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 17 juillet 2020
DOSSIER N° 2020 CP07 C 14 58

Objet : Adaptation des dispositifs d'aides en investissement du Département aux communes et EPCI au regard de la crise sanitaire

Politique : Solidarités territoriales

Programme : Aides aux communes
Opération :

Service instructeur : DDEV/CLP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Délibération de référence pour les délégations : Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 17-07-2020

Exécutoire le : 17-07-2020

Publication le : 17-07-2020

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2020 C 14 58,

Vu l'avis de la Commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

I. dans le cadre du Plan Ecoles :

- 1. de reporter l'échéance de démarrage des travaux du 30 septembre 2021 au 30 juin 2022** afin de :
 - donner davantage de temps aux collectivités pour la définition de leur projet,
 - autoriser l'inscription des dossiers non finalisés en novembre 2020 pour les territoires ayant une programmation annualisée.
- 2. de reporter d'un an (au 31/12/2021) la caducité des aides votées en 2019** afin de permettre la finalisation des opérations dont le planning de travaux a été retardé début 2020.

II. dans le cadre de la dotation territoriale :

d'autoriser de démarrage anticipé des travaux pour les demandes adressées depuis mars et jusqu'aux prochaines conférences territoriales de l'automne 2020. Les opérations concernées sont celles éligibles au règlement du territoire dont relève le maître d'ouvrage.

III. dans le cadre de la dotation départementale :

de proroger automatiquement jusqu'à la date de clôture budgétaire 2020 la caducité des aides dont l'échéance est comprise entre mars 2020 et cette date afin de permettre la finalisation des opérations dont le planning de travaux a été retardé par la crise.

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name.

Jean-Pierre Barbier



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 17 juillet 2020
DOSSIER N° 2020 CP07 C 14 59

Objet : Plan écoles - Plan de relance

Politique : Solidarités territoriales

Programme : Aides aux communes
Opération : Plan écoles AP9L

Service instructeur : DDEV/CLP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations	2041422/74	.....	.....	.....
Montant budgété	20 000 000	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	9 714 929	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	2 328 915	.....	.....	.....
Solde à répartir	7 956 156	.....	.....	.....

Programmation de travaux

Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....

Conventions, contrats, marchés

Imputations
-------------	-------	-------	-------	-------

Autres (à préciser)

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :Finances - octroyer ou retirer des subventions, prêts et secours, bourses et allocations diverses.

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 17-07-2020

Exécutoire le : 17-07-2020

Publication le : 17-07-2020

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2020 C 14 59,

Vu l'avis de la Commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

- d'attribuer les subventions listées en annexe (annexe 1 : opérations de plus de 300 000 € - annexe 2 : opérations de moins de 300 000 €), pour les opérations correspondant aux critères du plan écoles et pour lesquelles les maîtres d'ouvrage ont justifié d'un ordre de service de démarrage des travaux.

Elles sont réparties par volet et par territoire selon le tableau ci-dessous :

Territoire	Opérations de plus de 300 000 € annexe 1			Opérations de moins de 300 000 € annexe 2			TOTAL montant de subventions
	Nombre	Montant de travaux	Montant de subvention	Nombre	Montant de travaux	Montant de subvention	
Haut Rhône Dauphinois	1	1 150 000 €	100 000 €	2	435 863 €	261 518 €	361 518 €
Porte des Alpes	0	- €	- €	0	- €	- €	- €
Vals du Dauphiné	2	471 133 €	294 227 €	4	800 615 €	480 370 €	774 597 €
Isère rhodannienne	0	- €	- €	2	306 012 €	180 000 €	180 000 €
Bièvre Valloire	0	- €	- €	1	22 695 €	13 617 €	13 617 €
Voironnais-Chartreuse	0	- €	- €	1	70 680 €	42 408 €	42 408 €
Sud Grésivaudan	1	722 027 €	144 405 €	6	920 966 €	552 580 €	696 985 €
Grésivaudan	0	- €	- €	2	59 864 €	35 918 €	35 918 €
Vercors	0	- €	- €	0	- €	- €	- €
Trièves	0	- €	- €	0	- €	- €	- €
Matheysine	0	- €	- €	1	75 123 €	45 072 €	45 072 €
Oisans	0	- €	- €	1	298 000 €	178 800 €	178 800 €
Agglomération grenobloise	0	- €	- €	0	- €	- €	- €
TOTAL	4	2 343 160 €	538 632 €	20	2 989 818 €	1 790 283 €	2 328 915 €

- de solder le dossier indiqué ci-dessous et réattribuer les 140 000 € ainsi libérés sur la même opération, afin de permettre sa finalisation. En effet, ce dossier voté dans le cadre de l'appel à projets structurants du Plan de relance par la commission permanente du 28 juillet 2018, a pris du retard dans le déroulé de ses travaux suite à l'obligation de réaliser des fouilles préventives et ne pourra pas être terminé avant la date de caducité de la subvention (27 juillet 2020).

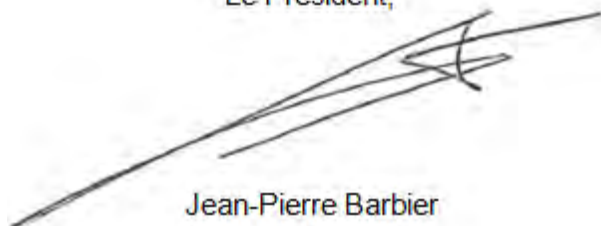
Maître d'ouvrage : Commune de Revel-Tourdan

Opération : Réhabilitation de plusieurs bâtiments patrimoniaux du bourg de Tourdan en pôle touristique et culturel

Solde de subvention : 140 000 €

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier

PLAN ECOLES
Répartition à la présente commission permanente - Synthèse

Territoire	Opérations de plus de 300 000 € annexe 1			Opérations de moins de 300 000 € annexe 2			TOTAL montant de subventions
	Nombre	Montant de travaux	Montant de subvention	Nombre	Montant de travaux	Montant de subvention	
Haut Rhône Dauphinois	1	1 150 000 €	100 000 €	2	435 863 €	261 518 €	361 518 €
Porte des Alpes	0	- €	- €	0	- €	- €	- €
Vals du Dauphiné	2	471 133 €	294 227 €	4	800 615 €	480 370 €	774 597 €
Isère rhodannienne	0	- €	- €	2	306 012 €	180 000 €	180 000 €
Bièvre Valloire	0	- €	- €	1	22 695 €	13 617 €	13 617 €
Voironnais-Chartreuse	0	- €	- €	1	70 680 €	42 408 €	42 408 €
Sud Grésivaudan	1	722 027 €	144 405 €	6	920 966 €	552 580 €	696 985 €
Grésivaudan	0	- €	- €	2	59 864 €	35 918 €	35 918 €
Vercors	0	- €	- €	0	- €	- €	- €
Trièves	0	- €	- €	0	- €	- €	- €
Matheysine	0	- €	- €	1	75 123 €	45 072 €	45 072 €
Oisans	0	- €	- €	1	298 000 €	178 800 €	178 800 €
Agglomération grenobloise	0	- €	- €	0	- €	- €	- €
TOTAL	4	2 343 160 €	538 632 €	20	2 989 818 €	1 790 283 €	2 328 915 €

**Répartition à la présente commission permanente
Plan écoles - opération de plus de 300 000 € de travaux**

Annexe 1

Territoire	Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable	Taux	Plan écoles - Subvention totale	Plan écoles - Subvention attribuée	Rappel sub dotation territoriale
THR	Charvieu-Chavagneux	Saint Baudille de la Tour	Rénovation et extension de l'école	1 150 000 €	1 000 000 €	20%	200 000 €	100 000 €	400 000 €
THR			Total	1 150 000 €			TOTAL ATTRIBUE	100 000 €	400 000 €
TVD	Chartreuse Guiers	SIE Aoste Granieu	Réfection école maternelle	471 133 €	471 133 €	20%	94 227 €	94 227 €	80 234 €
TVD	Chartreuse Guiers	Pressins	Construction restaurant scolaire	1 050 880 €	1 000 000 €	20%	200 000 €	200 000 €	196 950 €
TVD			Total	471 133 €			TOTAL ATTRIBUE	294 227 €	277 184 €
TSG	Sud-Grésivaudan	Pont-en-Royans	Réhabilitation des écoles maternelles et primaires	722 027 €	722 027 €	20%	144 405 €	144 405 €	175 000 €
TSG				722 027 €			TOTAL ATTRIBUE	144 405 €	175 000 €

**Répartition à la présente commission permanente
Plan écoles - opérations de moins de 300 000 € de travaux**

Annexe 2

Territoire	Canton	Maitre d'ouvrage	Opération	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable	Taux	Plan écoles - Subvention
THR	Charvieu-Chavagneux	Chavanoz	Extension du restaurant scolaire de Moulin Villette	232 023 €	232 023 €	60%	139 214 €
THR	Charvieu-Chavagneux	Pont de Cheruy	Construction d'un restaurant scolaire	203 840 €	203 840 €	60%	122 304 €
THRD				435 863 €	TOTAL ATTRIBUE		261 518 €
TVD	Chartreuse Guiers	SIE Aoste Granieu	Réfection de l'école élémentaire	298 441 €	298 441 €	60%	179 065 €
TVD	Le Grand Lemps	Chélieu	Réfection chauffage et travaux de la cour du groupe scolaire	208 591 €	208 591 €	60%	125 155 €
TVD	Chartreuse Guiers	Pont de Beauvoisin	Pose de volets école Lucien Morard	40 600 €	40 600 €	60%	24 360 €
TVD	Le Grand Lemps	SIVU des écoles publiques	Travaux d'aménagement du bâtiment scolaire	252 983 €	252 983 €	60%	151 790 €
TVD				800 615 €	TOTAL ATTRIBUE		480 370 €
TIR	Roussillon	Roussillon	Réfection de l'étanchéité de l'école Henri Wallon	64 609 €	58 597 €	60%	35 158 €
TIR	Roussillon	Roussillon	Travaux d'isolation de l'école primaire Langevin	241 403 €	241 403 €	60%	144 842 €
TIR				306 012 €	TOTAL ATTRIBUE		180 000 €
TBV	Le Grand Lemps	Longechenal	réhabilitation de la toiture école	22 695 €	22 695 €	60%	13 617 €
TBV				22 695 €	TOTAL ATTRIBUE		13 617 €
TVC	Voiron	Moirans	Travaux de mise en accessibilité de l'école élémentaire Simone Veil 3	70 680 €	70 680 €	60%	42 408 €
TVC				70 680 €	TOTAL ATTRIBUE		42 408 €
TSG	Sud-Grésivaudan	Albenc	Travaux sur l'école primaire	100 583 €	100 583 €	60%	60 350 €
TSG	Sud-Grésivaudan	Chatte	Réhabilitation de l'école Léa Blain	274 500 €	274 500 €	60%	164 700 €
TSG	Sud-Grésivaudan	Cognin-les-Gorges	Chaufferie bois pour l'école	148 270 €	148 270 €	60%	88 962 €
TSG	Sud-Grésivaudan	Cognin-les-Gorges	Travaux sur les toits des bâtiments scolaire	16 082 €	16 082 €	60%	9 649 €
TSG	Sud-Grésivaudan	Montaud	Travaux sur les bâtiments scolaires	179 731 €	179 731 €	60%	107 839 €
TSG	Sud-Grésivaudan	Saint-Lattier	Extension de la cantine scolaire	201 800 €	201 800 €	60%	121 080 €
TSG				920 966 €	TOTAL ATTRIBUE		552 580 €
TGR	Haut-Grésivaudan	SIEEM	Travaux d'amélioration du cadre de vie Ecoles La Flachère, La Buissière et Ste Marie d'Alloix	25 869 €	25 869 €	60%	15 521 €
TGR	Haut-Grésivaudan	Lumbin	Rénovation complète de la toiture et des sous-faces de l'école publique Henri Fabre	33 995 €	33 995 €	60%	20 397 €
TGR				59 864 €	TOTAL ATTRIBUE		35 918 €
TMA	Mateysine-Trièves	La Motte d'Aveillans	Rénovation thermique et acoustique du restaurant scolaire et aménagement de la cour de la maternelle	75 123 €	75 120 €	60%	45 072 €
TMA				75 123 €	TOTAL ATTRIBUE		45 072 €
TOI	Oisans	Bourg d'Oisans	Aménagement de l'école maternelle	298 000 €	298 000 €	60%	178 800 €
TOI				298 000 €	TOTAL ATTRIBUE		178 800 €

Répartition à la présente commission permanente
Plan écoles - Plans de financement

Annexe 3

Territoire	Canton	Maitre d'ouvrage	Opération	Montant travaux HT	Subvention Département	AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS										TOTAL subventions	taux de financement prévisionnel		
						Montant	EPCI		Région		Etat		Europe		Autre personne publique				
							D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*			Montant	D/A*
THR	Charvieu-Chavagnoux	Chavanoz	Extension du restaurant scolaire de Moulin Villette	232 023 €	139 214												139 214	60,00%	
THR	Charvieu-Chavagnoux	Pont de Cheruy	Construction d'un restaurant scolaire	203 840 €	122 304													163 072	80,00%
THR	Charvieu-Chavagnoux	Saint Baudille de la Tour	Rénovation et extension de l'école	1 150 000 €	600 000													830 000	72,17%
TVD	Chartreuse	SIE Aoste Granlieu	Réfection école maternelle	471 133 €	174 461													243 944	51,78%
TVD	Chartreuse	Pressins	Construction restaurant scolaire	1 050 880 €	396 950													396 950	37,77%
TVD	Chartreuse	SIE Aoste Granlieu	Réfection de l'école élémentaire	298 441 €	179 085													223 077	74,75%
TVD	Le Grand Lemps	Chellieu	Réfection chauffage et travaux de la cour du groupe scolaire	208 591 €	125 155													125 155	60,00%
TVD	Chartreuse	Pont de Beauvoisin	Pose de volets école Lucien Morard	40 600 €	24 360													24 360	60,00%
TVD	Le Grand Lemps	SIVU des écoles publiques Blandin-Chassignieu-Panissage et Val de Vireu	Travaux d'aménagement du bâtiment scolaire	252 983 €	151 790													202 387	80,00%
TIR	Roussillon	Roussillon	Réfection de l'étanchéité de l'école Henri Wallon	64 609 €	35 158 €													48 080	74,42%
TIR	Roussillon	Roussillon	Travaux d'isolation de l'école primaire Langevin	241 403 €	144 842 €													193 123	80,00%
TBV	Le Grand Lemps	Longechenal	réhabilitation de la toiture école	22 695 €	13 617 €													18 156	80,00%
TVC	Voiron	Moirans	Travaux de mise en accessibilité de l'école élémentaire Simone Veil 3	70 680 €	42 408 €													42 408	60,00%
TSG	Sud-Grésivaudan	ALBENC	Travaux sur l'école primaire	100 583 €	60 350 €													60 350	60,00%
TSG	Sud-Grésivaudan	CHAATTE	Réhabilitation de l'école Léa Blain	274 500 €	164 700 €													164 700	60,00%
TSG	Sud-Grésivaudan	COGNIN-LES-GORGES	Chaufferie bois pour l'école	148 270 €	88 962 €													88 962	60,00%
TSG	Sud-Grésivaudan	COGNIN-LES-GORGES	Travaux sur les toits des bâtiments scolaire	16 082 €	9 649 €													9 649	60,00%
TSG	Sud-Grésivaudan	MONTAUD	Travaux sur les bâtiments scolaires	179 731 €	107 839 €													107 839	60,00%
TSG	Sud-Grésivaudan	SAINT-LATIER	Extension de la cantine scolaire	201 800 €	121 080 €													121 080	60,00%
TSG	Sud-Grésivaudan	PONT-EN-ROYANS	Réhabilitation des écoles maternelles et primaires	722 027 €	319 405 €													319 405	44,24%
TGR	Haut-Grésivaudan	SIEEM	Travaux d'amélioration du cadre de vie Ecoles La Flachère La Buisnière et Sie Marie d'Alloix	25 869 €	15 521 €													15 521	60,00%

**Répartition à la présente commission permanente
Plan écoles - Plans de financement**

Annexe 3

Territoire	Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Montant travaux HT	AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS											TOTAL subventions	Taux de financement prévisionnel		
					Subvention Département	EPCI	Région	Etat	Europe	Autre personne publique	Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant			D/A*	Montant	D/A*
TGR	Haut-Groisvaudin	Lumbin	Rénovation complète de la toiture et des sous-faces de l'école publique Henri Fabre	33 995 €	20 397 €													20 397	60,00%
TMA 11	Matysine-Trièves	La Motte d'Avellanais	Rénovation thermique et acoustique du restaurant scolaire et aménagement de la cour de la maternelle	75 123 €	45 072 €													45 072	60,00%
TOI	Oisans	Bourg d'Oisans	Aménagement de l'école maternelle	298 000	178 800													178 800	60,00%

Plan Ecoles

Affectation AP 4A9L							TOTAL	Credits de paiement				TOTAL credits de paiement
							20 000 000 €	en rouges les sommes effectivement payé au 18/05/2020				
Date de la décision CP	Territoire	Canton	MO	Objet	Subvention affectée	2019	2020	2021	2022			
27 septembre 2019	TIR	Moresnet	Porcia-Ambagnieu	Extension et réhabilitation de l'école élémentaire	200 000 €	80 000 €	140 000 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TIR	Charnieu-Crivagnoux	Veyssiéu	Restructuration et création d'une école primaire au centre du village	100 000 €	30 000 €	70 000 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TPA	Bourgoin Jallieu	Bourgoin Jallieu	Extension de l'école primaire "La Givre"	100 000 €	30 000 €	0 €			30 000 €		
27 septembre 2019	TPA	Saint Jean de Bourmay	Saint Agnès sur Bon	Extension de l'école pour une classe maternelle et primaire	100 000 €	100 000 €	0 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TPA	L'Isle d'Abbeu	Saint Alban de Roche	Extension du restaurant scolaire	109 108 €	32 732 €	75 302 €			108 034 €		
27 septembre 2019	TPA	Saint Jean de Bourmay	Saint Jean de Bourmay	Construction et réhabilitation du groupe scolaire	200 000 €	80 000 €	140 000 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TPA	La Vapillière	Saint Quentin Fallavier	Réhabilitation du groupe scolaire "Les Moines"	200 000 €	80 000 €	140 000 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TPA	L'Isle d'Abbeu	SIVU Culin Ternolle	Agrandissement du groupe scolaire	96 320 €	28 896 €	67 424 €			96 320 €		
27 septembre 2019	TPA	Bourgoin Jallieu	Succhu	Projet Cœur de Communes Ecoles	200 000 €	80 000 €	140 000 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TIR	La Vapillière	Valerchin	Construction d'un restaurant scolaire et d'une garderie périscolaire	100 000 €	100 000 €	0 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TIR	Vienne 2	Audervès sur Varèze	Construction d'un restaurant scolaire, d'une salle de classe et d'un accueil périscolaire	100 000 €	30 000 €	70 000 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TIR	Vienne 2	Choms l'amballan	Extension de l'école publique	81 280 €	24 384 €	56 896 €			81 280 €		
27 septembre 2019	TIR	Vienne 2	Estratin	Rénovation de l'école Louise Michel	68 000 €	34 680 €	33 320 €			68 000 €		
27 septembre 2019	TIR	Roussillon	Péage de Roussillon	Rénovation de l'école maternelle Beyerard	100 000 €	30 000 €	70 000 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TIR	Vienne 2	Saint-Maurice l'Exil	Construction d'une cuisine centrale et d'un réfectoire	100 000 €	30 000 €	70 000 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TIR	Vienne 1 & 2	Vienne	Réhabilitation thermique de l'école P&M Cune	200 000 €	80 000 €	140 000 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TSG	Grand-Lemps (Le)	Saint-Hilaire-du-Rosier	Réhabilitation de l'école maternelle communale	100 000 €	30 000 €	70 000 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TSG	Sud-Gersaivaudan	Saint-Marcellin	Création de l'école Primaire	200 000 €	200 000 €	0 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TSG	Haut-Gersaivaudan	Le-Haut-Breda	Réhabilitation de l'école du centre	92 000 €	0 €	92 000 €			92 000 €		
27 septembre 2019	TGR	Haut Gersaivaudan	Pontcharra	le regroupement des classes élémentaire et maternelle	158 200 €	158 200 €	0 €			158 200 €		
27 septembre 2019	TGR	Moyen Gersaivaudan	Le Versoud	la réhabilitation et l'extension de l'école maternelle César Ternet2	100 000 €	100 000 €	0 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TGR	Haut Gersaivaudan	Barrax	la construction d'un restaurant scolaire et locaux associatifs	200 000 €	100 000 €	0 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TMA	Madryssine-Trèves	Madryssine-Trèves	extension et la rénovation du groupe scolaire	200 000 €	200 000 €	0 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TAG	Echrolles	Eybens	Réhabilitation et mise aux normes du groupe scolaire du Villaret	200 000 €	14 897 €	185 103 €		80 000 €	200 000 €		
27 septembre 2019	TAG	Grenoble3	Grenoble	Rénovation énergétique du groupe Bel Air	200 000 €	80 000 €	140 000 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TAG	Le Port de Clair	Le Port de Clair	Construction d'une école élémentaire dans le quartier Hoché	119 000 €	56 817 €	62 183 €			119 000 €		
27 septembre 2019	TAG	Grenoble 2	St Egrève	Réhabilitation du groupe scolaire Jean Moulin	200 000 €	200 000 €	0 €			200 000 €		
27 septembre 2019	TAG	St Martin d'Hères	St Martin d'Hères	Rénovation du groupe scolaire Barnave	100 000 €	100 000 €	0 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TAG	Le Port de Clair	St Paul de Vercès	Mise aux normes incendie et accessibilité du groupe scolaire Vaillant Coultier	104 940 €	31 482 €	73 458 €			104 940 €		
27 septembre 2019	TAG	Oisans-Romanche	Secchième	Remise aux normes de sécurité incendie du groupe scolaire Les Epis d'Or	100 000 €	100 000 €	0 €			100 000 €		
27 septembre 2019	TPA	L'Isle d'Abbeu	Chézanneuve	Extension et réhabilitation du groupe scolaire	5 940 €	5 940 €	0 €			5 940 €		
27 septembre 2019	TPA	Charnieu-Crivagnoux	Vercheu	Rénovation du restaurant scolaire	10 413 €	10 413 €	0 €			10 413 €		
27 septembre 2019	TVD	Charnieu-Crivagnoux	Chellieu	Installation de stucs scolaires à l'école communale	21 981 €	0 €	27 981 €			27 981 €		
27 septembre 2019	TVD	Charnieu-Crivagnoux	Chimilin	Travaux de rénovation des bâtiments scolaires	14 537 €	14 537 €	0 €			14 537 €		
27 septembre 2019	TVD	Charnieu-Crivagnoux	Les Abrats en Dauphiné	Travaux de la cour de l'école élémentaire publique, gestion des eaux pluviales de la cour et du plateau d'événement	30 600 €	30 600 €	0 €			30 600 €		
27 septembre 2019	TVD	La Tour du Pin	Morbignieu	Accessibilité de l'école primaire de la Balle Divisan	117 640 €	0 €	52 832 €		64 608 €	52 832 €		
27 septembre 2019	TVD	La Tour du Pin	Morbignieu	Travaux de réaménagement de la cour de l'école	14 430 €	0 €	2 741 €		11 689 €	2 741 €		
27 septembre 2019	TVD	Charnieu-Crivagnoux	Romagnieu	Travaux de réaménagement de la cour et de la cour de la garderie de l'école	56 036 €	37 630 €	18 406 €			56 036 €		
27 septembre 2019	TVD	La Tour du Pin	St André le Gaz	Création salle de classe supplémentaire	22 829 €	19 747 €	0 €			19 747 €		
				Travaux réfection plafond toiture du groupe scolaire école vercors								

Date de la décision CP	Territoire	Canton	MO	Objet	Subvention affectée	Crédits de paiement				TOTAL crédits de paiement
						2019	2020	2021	2022	
27 septembre 2019	TVD	La Tour du Pin	St André le Gaz	Accessibilité extérieure + salle informatique et sanitaires du groupe scolaire	32 599 €	32 599 €	0 €			32 599 €
27 septembre 2019	TVD	La Tour du Pin	St André le Gaz	Travaux rénovation 3 groupes scolaires + restaurant scolaire	32 117 €	20 535 €	11 182 €			32 117 €
27 septembre 2019	TVD	La Tour du Pin	Thévenon	Travaux de rénovation de la cantine de l'école Albert Thévenon	108 163 €	0 €	108 163 €			108 163 €
27 septembre 2019	TIR	Vienne 1	Serpaize	Création d'une 8ème classe primaire et extension de la cantine	111 424 €	33 427 €	77 997 €			111 424 €
27 septembre 2019	TVC	Chartrouse-Guiers	St Joseph de Rivière	Remplacement des menuiseries extérieures de la Mairie et du groupe scolaire	22 599 €	22 599 €	0 €			22 599 €
27 septembre 2019	TVC	Vacon	Voroppe	Réaménagement du restaurant et pose de volets roulants au groupe scolaire Stenhal	25 269 €	25 269 €	0 €			25 269 €
27 septembre 2019	TSG	Sud-Grévaudan	Saint-Hilaire-du-Rosier	Accessibilité de l'école maternelle	116 244 €	0 €	116 244 €			116 244 €
27 septembre 2019	TSG	Sud-Grévaudan	Saint-Hilaire-du-Rosier	Aménagement d'une aire de jeux pour l'école maternelle	14 813 €	0 €	14 813 €			14 813 €
27 septembre 2019	TVE	Fortaine-Vercors	Villard de Lans	Confort d'idé et ventilation du groupe scolaire des jalches franche 1	51 794 €	51 794 €	0 €			51 794 €
27 septembre 2019	TVE	Fortaine-Vercors	Lans en Vercors	Travaux de remplacement de fenêtres de toit et de carrelage pour le groupe scolaire	12 090 €	9 975 €	2 115 €			12 090 €
27 septembre 2019	TTR	Mathyshire-Trèves	Saint Martin de la Cluze	Travaux d'aménagement nécessaire à l'ouverture d'une classe pour la rentrée 2019	8 059 €	0 €	8 059 €			8 059 €
27 septembre 2019	TOI	Oisans-Romanche	SEPAVEO	Extension du restaurant scolaire à Allmond	135 000 €	40 500 €	94 500 €			135 000 €
27 septembre 2019	TOI	Oisans-Romanche	Mizoen	Extension et mise en conformité de l'école maternelle	138 698 €	72 370 €	66 328 €			138 698 €
27 septembre 2019	TAG	Le Port de Châix	Champ sur Drac	Isolation de la façade de l'école des Gornardières	54 500 €	16 470 €	38 430 €			54 500 €
27 septembre 2019	TAG	Meylan	Domere	Rénovation de la toiture du groupe scolaire Gustave Rivet - dernière tranche	47 175 €	0 €	47 175 €			47 175 €
27 septembre 2019	TAG	Fontaine-Seysuret	Seysseins	Mise en accessibilité de l'école élémentaire Louis Armand	90 000 €	27 000 €	41 844 €			68 844 €
27 septembre 2019	TAG	Oisans-Romanche	Vizille	Rénovation et aménagement d'escaliers	16 470 €	11 346 €	0 €			11 346 €
22 novembre 2019				1 ère Répartition TOTAL	5 546 505,00 €	2 665 278,00 €	2 524 595,00 €	156 297,00 €	0,00 €	5 289 874,00 €
22 novembre 2019	THR	Charvieu-Chavagnieux	Tignieu-Jameyzieu	Rénovation de l'école Renoir - transformation du restaurant scolaire en 3 salles de classe	79 820 €	23 976 €	55 944 €			79 820 €
22 novembre 2019	THR	Bourgoin Jallieu	Les Eparges	Création d'un groupe scolaire	200 000 €	60 000 €	140 000 €			200 000 €
22 novembre 2019	THR	Bourgoin Jallieu	Saint Savin	Construction d'un nouveau restaurant scolaire et salles d'activités	200 000 €	60 000 €	140 000 €			200 000 €
22 novembre 2019	TPA	Lisle d'Abreau	Vaulx Milieu	Réaménagement de la cour du groupe scolaire E. Herriot avec démolition et création de deux préaux	31 849 €	31 849 €	0 €			31 849 €
22 novembre 2019	TVD	La Tour du Pin	SIVU du groupe scolaire	Réhabilitation école Jean Fostand	57 200 €	0 €	54 424 €			54 424 €
22 novembre 2019	TVD	Chartrouse-Guiers	SIVU du groupe scolaire	Mise en conformité électrique de l'école	2 847 €	0 €	2 847 €			2 847 €
22 novembre 2019	TIR	Roussillon	Salaise sur Sarne	Aménagement de la salle de restauration Jolid Cure	147 961 €	0 €	44 385 €			103 566,00 €
22 novembre 2019	TVC	Chartrouse-Guiers	Miribel les Echelles	Requalification de la cour de l'école élémentaire de la Brunerie	200 000 €	60 000 €	140 000 €			200 000 €
22 novembre 2019	TVC	Voiron	Voiron	Requalification de la cour de l'école élémentaire de la Brunerie	39 358 €	11 809 €	27 550 €			39 358 €
22 novembre 2019	TVC	Chartrouse-Guiers	Chartrouse-Guiers	Rénovation de la cour de l'école	15 734 €	15 734 €	0 €			15 734 €
22 novembre 2019	TVC	Chartrouse-Guiers	St George en Valdaine	Travaux de mise en accessibilité et de rénovation des écoles	55 500 €	16 550 €	38 850 €			55 500 €
22 novembre 2019	TVC	Voiron	La Muette	Rénovation des sols des classes de l'école maternelle	6 961 €	2 088 €	4 873 €			6 961 €
22 novembre 2019	TSG	Sud-Grévaudan	Vinay	Création d'un restaurant scolaire	140 000 €	0 €	140 000 €			140 000 €
22 novembre 2019	TSG	Sud-Grévaudan	Chantre	Rénovation de l'école maternelle	15 070 €	0 €	15 070 €			15 070 €
22 novembre 2019	TSG	Sud-Grévaudan	Cras	Système de chauffage et clôtures de l'école maternelle	35 993 €	0 €	35 993 €			35 993 €
22 novembre 2019	TSG	Sud-Grévaudan	La Rivière	Réhabilitation Espace Scolaire	67 247 €	0 €	67 247 €			67 247 €
22 novembre 2019	TSG	Sud-Grévaudan	Saint-Antoine-L'Abbaye	Travaux sur école Pitarens et Tilluats	8 317 €	0 €	8 317 €			8 317 €
22 novembre 2019	TSG	Sud-Grévaudan	Saint-Marcellin	Travaux de sécurité des écoles	9 000 €	0 €	9 000 €			9 000 €
22 novembre 2019	TSG	Sud-Grévaudan	Saint-Marcellin	Travaux d'accessibilité pour les écoles maternelles du Centre et de la Plaine	27 300 €	0 €	27 300 €			27 300 €
22 novembre 2019	TAG	Meylan	Corenc	Réhabilitation de l'école élémentaire Montfleury	29 640 €	0 €	29 640 €			29 640 €

Date de la décision CP	Territoire	Canton	MO	Objet	Subvention affectée	Crédits de paiement				TOTAL crédits de paiement
						2019	2020	2021	2022	
22 novembre 2019	TAG	Le Pont de Claix	Herbays	Aménagement et équipement des bâtiments scolaires	16 535 €	16 535 €	0 €			16 535 €
22 novembre 2019	TAG	Le Pont de Claix	St Georges de Commier Pierre	Ravalement de la façade de l'école élémentaire St Pierre	33 311 €	0 €	33 311 €			33 311 €
22 novembre 2019	TAG	Oisans-Romanche	Vizille	Rénovation et accessibilité dans différents établissements scolaires	35 940 €	10 782 €	25 158 €			35 940 €
	TAG	Oisans-Romanche	Vizille	Travaux de réduction de la facture énergétique école du Chateau	84 332 €	25 300 €	59 032 €			84 332 €
24 avril 2020	THR	Moresnet	Vezeronce-Curtin	21ème Répartition TOTAL Extension et aménagement de l'espace culturel Condorcet : école et cantine	1 539 945,00 €	334 722,00 €	1 098 881,00 €	103 586,00 €	0,00 €	1 433 603,00 €
24 avril 2020	THR	Moresnet	Vezeronce-Curtin	Rénovation du groupe scolaire élémentaire et création d'une classe en maternelle	188 095 €	50 428 €	117 667 €			188 095 €
24 avril 2020	TPA	Blevyre	Meysieuz	Rénovation de l'école élémentaire	190 286 €	57 086 €	133 200 €			190 286 €
24 avril 2020	TVD	La Tour du Pin	La Tour du Pin	Rehabilitation école Jean Rostand-Phase 2	30 227 €	9 068 €	21 159 €			30 227 €
24 avril 2020	TBV	Blevyre	Marciolles	Extension du groupe scolaire	200 000 €	60 000 €	140 000 €			200 000 €
24 avril 2020	ISG	Sud Grésivaudan	Izeron	Création d'un restaurant scolaire	90 130 €	27 039 €	63 091 €			90 130 €
24 avril 2020	ISG	Sud Grésivaudan	Morette	Aménagement pédagogique de la salle éducative pour l'école	80 219 €	24 066 €	56 153 €			80 219 €
24 avril 2020	TGR	Haut Grésivaudan	Le Cheylas	renovation thermique du groupe scolaire Belleodonne	200 000 €	60 000 €	140 000 €			200 000 €
24 avril 2020	TGR	Haut Grésivaudan	Poncharra	renovation et extension de l'école maternelle César Terrier 2	100 000 €	30 000 €	70 000 €			100 000 €
24 avril 2020	TGR	Moyen Grésivaudan	Le Versoud	construction d'un restaurant scolaire et locaux associatifs	100 000 €	30 000 €	70 000 €			100 000 €
24 avril 2020	TGR	Haut Grésivaudan	La Terrasse	travaux de réhabilitation de l'école élémentaire	140 785 €	42 230 €	98 555 €			140 785 €
24 avril 2020	TGR	Moyen Grésivaudan	Villard Bonnot	construction restaurant scolaire (rechauffage plâtras et réaménagement de l'école République	180 274 €	134 086 €	46 188 €			180 274 €
24 avril 2020	THR	Moresnet	Charrette	Pose d'une VMC et modification de l'éclairage à l'école maternelle	2 000 €	2 000 €	0 €			2 000 €
24 avril 2020	THR	Charvieu-Chavagnoux	Dizimieu	Réfection du bardage de l'école, de la cour avec création d'un auvent et agrandissement du parking	27 936 €	8 380 €	19 556 €			27 936 €
24 avril 2020	TPA	La Verpillière	Diemoz	Extension du restaurant scolaire de l'école élémentaire	25 659 €	23 860 €	0 €			23 860 €
24 avril 2020	TPA	Bourgoin	Saint Marcel Bel Accueil	Rénovation du préau de l'école élémentaire	7 528 €	7 528 €	0 €			7 528 €
24 avril 2020	TVD	La Tour du Pin	St Clair de la Tour	Achat d'une chaudière école élémentaire	5 108 €	5 108 €	0 €			5 108 €
24 avril 2020	TBV	Foussillon	Parc	réfection de la cour d'école en enrobé	8 983 €	8 983 €	0 €			8 983 €
24 avril 2020	TBV	Blevyre	Côte Saint-André (La)	travaux de réhabilitation du groupe scolaire	179 927 €	53 978 €	125 949 €			179 927 €
24 avril 2020	TVC	Tullins	Charnières	Rehabilitation de l'école primaire	45 620 €	13 686 €	31 934 €			45 620 €
24 avril 2020	TVC	Chartrouse-Guiers	St Laurent du Port	Rehabilitation de l'ensemble scolaire Bourg-Plaine	179 246 €	53 774 €	125 472 €			179 246 €
24 avril 2020	TVC	Voiron	Voiron	Securisation des groupes scolaires Jules Ferry et du Falcon	69 095 €	20 729 €	48 366 €			69 095 €
24 avril 2020	TSG	Sud Grésivaudan	Chasseley	Travaux sur le bâtiment des écoles	54 828 €	16 448 €	38 380 €			54 828 €
24 avril 2020	TGR	Moyen Grésivaudan	La Combe-de-Lancey	renovation énergétique du groupe scolaire	37 620 €	37 620 €	0 €			37 620 €
24 avril 2020	TGR	Haut Grésivaudan	Therys	réhabilitation du pôle scolaire	8 690 €	8 690 €	0 €			8 690 €
24 avril 2020	TGR	Moyen Grésivaudan	Saint-lamier	installation de stores occultants pour les groupes scolaires Vignes-Paulière-Clos marchand	98 929 €	29 678 €	69 251 €			98 929 €
24 avril 2020	TGR	Haut Grésivaudan	Crêts-en-Belledonne	remise de la toiture de l'école maternelle et réfection des installations électriques des classes	125 913 €	37 773 €	88 140 €			125 913 €
24 avril 2020	TGR	Haut Grésivaudan	La Chapelle-du-Barid	réhabilitation de l'éclairage du groupe scolaire maternelle des deux écoles (Ecole maternelle des Gandins et élémentaire des Gaudes) et du restaurant du groupe scolaire de St-Hilaire du Touvet (SISCO)	9 746 €	9 746 €	0 €			9 746 €
24 avril 2020	TGR	Moyen Grésivaudan	Plateau-des-Pellets-Roches	Travaux de rénovation de groupes scolaires	33 980 €	10 194 €	23 786 €			33 980 €
24 avril 2020	TAG	Le Pont de Claix	Vif	Travaux de rénovation de groupes scolaires	93 670 €	28 101 €	65 569 €			93 670 €

Date de la décision CP	Territoire	Canton	MO	Objet	Subvention affectée	2019	2020	2021	2022	TOTAL crédits de paiement	
24 avril 2020	TAG	Le Pont de Claix	Herbeys	Réhabilitation des locaux de l'école	11 241 €		9 527 €	0 €		9 527 €	
24 avril 2020	TAG	Fontaine-Seysinel	Seysins	Mise en accessibilité et réaménagement de l'école maternelle Blanche Rochas	78 300 €		23 490 €	54 810 €		78 300 €	
24 avril 2020	TAG	Fontaine-Vercors	Novarey	Rénovation et amélioration de bâtiments scolaires	44 374 €		13 312 €	31 062 €		44 374 €	
				3ième Répartition TOTAL	2 628 379,00 €	0,00 €	946 598,40 €	1 678 267,60 €	0,00 €	2 624 866,00 €	
17 juillet 2020	THR	Charvieu-Chavagneux	Saint-Baudille de la Tour	Rénovation et extension de l'école	100 000 €		30 000,00 €	70 000,00 €		100 000 €	
17 juillet 2020	TVD	Chartrreuse Guiers	SIE Aoste Granieu	Réfection école maternelle	94 227 €		28 266,10 €	65 960,90 €		94 227 €	
17 juillet 2020	TVD	Chartrreuse Guiers	Pressins	Construction restaurant scolaire	200 000 €		60 000,00 €	140 000,00 €		200 000 €	
17 juillet 2020	TSG	Sud-Grésivaudan	Pont-en-Royans	Réhabilitation des écoles maternelles et primaires	144 405 €		43 921,50 €	101 083,50 €		144 405 €	
17 juillet 2020	THR	Charvieu-Chavagneux	Charavroz	Extension du restaurant scolaire de Moulin Villèle	139 214 €		41 764,20 €	97 449,80 €		139 214 €	
17 juillet 2020	THR	Charvieu-Chavagneux	Pont de Chery	Construction d'un restaurant scolaire	122 304 €		36 691,20 €	85 612,80 €		122 304 €	
17 juillet 2020	TVD	Chartrreuse Guiers	SIE Aoste Granieu	Réfection de l'école élémentaire	179 085 €		53 719,50 €	125 345,50 €		179 085 €	
17 juillet 2020	TVD	Le Grand Lemps	Chellieu	Réfection chartrage et travaux de la cour du groupe scolaire	125 155 €		37 546,50 €	87 608,50 €		125 155 €	
17 juillet 2020	TVD	Chartrreuse Guiers	Pont de Beauvoisin	Pose de volets école Lucien Morard	24 360 €		7 308,00 €	17 052,00 €		24 360 €	
				Travaux d'aménagement du bâtiment scolaire	151 790 €		45 537,00 €	106 253,00 €		151 790 €	
17 juillet 2020	THR	Roussillon	Roussillon	Réfection de l'échafaudage de l'école Henri Vallon	35 158 €		10 547,40 €	24 610,60 €		35 158 €	
17 juillet 2020	TBR	Le Grand Lemps	Longchenanal	Travaux d'isolation de l'école primaire Languvin	144 842 €		43 452,60 €	101 389,40 €		144 842 €	
17 juillet 2020	TVC	Voiron	Motrans	réhabilitation de la toiture école élémentaire Simone Veil 3	13 617 €		4 086,10 €	9 531,90 €		13 617 €	
17 juillet 2020	TSG	Sud-Grésivaudan	Alberic	Travaux sur l'école primaire	42 408 €		12 722,40 €	29 685,60 €		42 408 €	
17 juillet 2020	TSG	Sud-Grésivaudan	Charrie	Travaux de mise en accessibilité de l'école	60 350 €		18 105,00 €	42 245,00 €		60 350 €	
17 juillet 2020	TSG	Sud-Grésivaudan	Cognin-les-Gorges	Réhabilitation de l'école Léa Blain	164 700 €		49 410,00 €	115 290,00 €		164 700 €	
17 juillet 2020	TSG	Sud-Grésivaudan	Cognin-les-Gorges	Chauferte bois pour l'école	88 962 €		26 688,60 €	62 273,40 €		88 962 €	
17 juillet 2020	TSG	Sud-Grésivaudan	Montaud	Travaux sur les toits des bâtiments scolaire	9 649 €		2 894,70 €	6 754,30 €		9 649 €	
17 juillet 2020	TSG	Sud-Grésivaudan	Saint-Lattier	Travaux sur les bâtiments scolaires	107 839 €		32 351,70 €	75 487,30 €		107 839 €	
17 juillet 2020	TGR	Haut-Grésivaldan	SIEEM	Extension de la cantine scolaire	121 080 €		36 324,00 €	84 756,00 €		121 080 €	
17 juillet 2020	TGR	Haut-Grésivaldan	Lumbin	Travaux d'amélioration du cadre de vie Ecoles La Fischère, La Bussière et Ste Marie d'Allox	15 521 €		4 656,30 €	10 864,70 €		15 521 €	
17 juillet 2020	TGR	Haut-Grésivaldan	Lumbin	Rénovation complète de la toiture et des sous-faces de l'école publique Henri Fabre	20 397 €		6 119,10 €	14 277,90 €		20 397 €	
17 juillet 2020	TMA	Matsyère-Trèves	La Motte d'Avallians	Rénovation thermique et acoustique du restaurant scolaire et aménagement de la cour de la maternelle	45 072 €		13 521,80 €	31 550,40 €		45 072 €	
17 juillet 2020	TOI	Oisans	Bourg d'Oisans	Aménagement de l'école maternelle	178 800 €		53 640,00 €	125 160,00 €		178 800 €	
				4ième Répartition TOTAL	2 328 915,00 €	3 000 000,00 €	698 674,50 €	1 630 240,50 €	0,00 €	2 328 915,00 €	
				Reste à affecter	7 956 156,00 €					7 956 156,00 €	
Répartition des crédits de paiement APRM											
Type de crédits			2019			2020			2021		
Votés	Affectés	Disponibles	Votés	Affectés	Disponibles	Votés	Affectés	Disponibles	Votés	Affectés	Disponibles
3 000 000 €	3 000 000 €	- €	7 000 000 €	4 422 151,50 €	2 577 848,50 €	10 000 000 €	3 568 371,10 €	6 437 628,90 €			

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –
Tél : 04.76.00.38.38
Directrice de la publication : Séverine Battin
Rédaction et abonnement : service relations usagers